

Marcel Tremblay & Cie, Ltée*Avis du changement du bureau principal*

Avis est donné que la compagnie « Marcel Tremblay & Cie, Ltée » constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 6e jour de février 1956 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 872 est, de la rue St-Joseph, l'a transporté au numéro 265, de la rue Dorchester.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 18e jour de janvier 1962.

La Secrétaire,

THÉRÈSE ÉMOND TREMBLAY,

130-0

10378-56

Marcel Tremblay & Cie, Ltée*Notice of change of head office*

Notice is given that the company "Marcel Tremblay & Cie, Ltée" incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated the 6th day of February, 1956 and having its head office in the city of Quebec where its office was situated until today at number 872 East, of St-Joseph Street, has transferred it to number 265, Dorchester Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 18th day of January, 1962.

THÉRÈSE ÉMOND TREMBLAY,

Secretary.

130

10378-56

Liquidation — Avis de**Wanklyn & Company Limited**

Avis est donné que la compagnie « Wanklyn & Company Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 31e jour de juillet 1937, et ayant son siège social en la cité de Montréal, fut dissoute le 18 juillet 1962, conformément aux dispositions de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

LUCIEN DARVEAU,

82

1847-37

Winding up Notices**Wanklyn & Company Limited**

Notice is hereby given that "Wanklyn & Company Limited", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 31st day of July, 1937, with its head office in the city of Montreal, was dissolved on July 18, 1962, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1962.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary of the Province.

82-0

1847-37

**Ministère des
Affaires municipales****Ville de Cabano****Lettres patentes**

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Cabano, dans le comté de Temiscouata, Nous a présenté, conformément à une résolution régulière adoptée à sa session du 2 avril 1962, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Cabano, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 1er juin 1962, soit érigé en une municipalité de ville;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Cabano est de deux mille six cent vingt-huit âmes;

**Department of
Municipal Affairs****Town of Cabano****Letters patent**

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), the municipal Council of the village of Cabano, in the county of Temiscouata, submitted to Us, pursuant to a resolution adopted in the regular manner at its session of April 2, 1962, a request asking that the territory of said municipality of the village of Cabano, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated June 1 1962, be erected into a town municipality;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Cabano is two thousand six hundred and twenty-eight souls;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec, en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Cabano.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1033, en date du 22 juin 1962, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Cabano, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! et de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la rive du Lac Temiscouata avant l'exhaussement des eaux avec la ligne sud-est du lot originaire 1 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, successivement, ladite ligne sud-est du lot originaire 1; la ligne sud-est du lot 1-1 prolongé à travers le droit de voie du chemin de fer Canadien National; la ligne sud-est du lot 1-10, 1-12, 256-10, la dernière prolongée à travers la rivière Cabano; la ligne sud-est du lot 259-5; une ligne brisée séparant le lot 259-5 du lot originaire 454; une ligne séparant le lot originaire 454 du lot 3-83 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha!; puis en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha!, une ligne brisée séparant le lot originaire 124 des lots 3-83, 4-125, 5-76, 7-69, 8-85, 9-60, 9-65, 9-61, 11-56, 11-57, 11-58 et 11-61; la ligne nord-ouest des lots 11-61, 11-60 et 11-51, cette dernière prolongée à travers la route Nationale No 2; la ligne nord-ouest des lots 11-15, 11-16, 11-14, la dernière prolongée à travers le droit de voie du Chemin de fer Canadien National; la ligne nord-ouest du lot 11-1 prolongée à travers le chemin de la Caldwell; la ligne nord-ouest des lots 13-2, 13-1 et du lot originaire 13 jusqu'à la rive du Lac Temiscouata avant l'exhaussement des eaux et enfin ladite rive du Lac Temiscouata avant l'exhaussement des eaux limitant les lots originaires 13, 12, 10, 8, 7, 5, 4, contournant le lot 4-118, limitant les lots originaires 4, 3 et 1, contournant le lot 1-44, limitant vers le nord et le nord-est les lots originaires 1 et 1A du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha' et limitant vers le nord-est et le nord le lot originaire 1 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac jusqu'au point de départ; soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Cabano »;

QUE le conseil de cette municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le lieu connu comme étant la salle du Convent du St-Rosaire, situé dans les limites territoriales du village de Cabano.

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, into a town municipality if it contains at least two thousand souls;

WHEREAS it is expedient to comply with this request of the municipal council of the village of Cabano.

THEREFORE, Know Ye that, with advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1033, dated June 22, 1962, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have enacted and ordered and do hereby enact and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the village of Cabano, including, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Louis du Ha! Ha! and of the parish of Notre-Dame-du-Lac, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad rights-of-way, rivers, water-courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection from the shore of Lake Temiscouata before the elevation of the waters with the southeast line of the original lot 1 of the official cadaster of the parish of Notre-Dame-du-Lac; thence, with reference to the official cadaster of the parish of Notre-Dame-du-Lac, successively, the said line southeast of the original lot 1; the southeast line of lot 1-1 extended across the right-of-way of the Canadian National Railway; the southeast line of lot 1-10, 1-12, 256-10, the latter extended across the Cabano River; the southeast line of lot 259-5; a broken line dividing lot 259-5 of the original lot 454; a line dividing the original lot 454, from lot 3-83 of the official cadaster for the parish of Saint-Louis du Ha! Ha!; then with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Louis du Ha! Ha!; a broken line dividing the original lot 124 from lots 3-83, 4-125, 5-76, 7-69, 8-85, 9-60, 9-65, 9-61, 11-56, 11-57, 11-58 and 11-61; the northwest line of lots 11-61, 11-60 and 11-51, the latter extended across the National highway No. 2; the northwest line of lots 11-15, 11-16, 11-14, the latter extended across the right-of-way of the Canadian National Railway lines; the northwest line of lot 11-1 extended across the Caldwell road; the northwest line of lots 13-2, 13-1 and of the original lot 13 up to the shore of Lake Temiscouata before the elevation of the waters and finally the said shore of Lake Temiscouata before the elevation of the waters limiting the original lots 13, 12, 10, 8, 7, 5, 4, skirting lot 4-118, limiting original lots 4, 3, and 1, skirting lot 1-44, limiting on the north and on the northeast original lots 1 and 1A of the official cadaster for the parish of Saint-Louis du Ha! Ha! and limiting on the northeast and on the north the original lot 1 of the official cadaster for the parish of Notre-Dame-du-Lac to the starting point; be erected into a town municipality under the name of "town of Cabano";

THAT the Council of this municipality be composed of a mayor and six aldermen;

THAT the first general session of the Council of this municipality be held at the place known as being the Hall of the Convent of the St-Rosaire, situated in the territorial limits of the village of Cabano.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C. L., Juge de la Cour du Banc de la Reine, Administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
101-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Saint-Eustache

Erratum

Dans le texte des lettres patentes du 6 juin 1962, concernant la ville ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, No 26, du 30 juin 1962, veuillez lire, à la page 3518, « L'article 1 du chapitre 92 » au lieu de « L'article 1 du chapitre 22 ».

101-0

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Queen's Bench, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two of eleventh year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuance of the above letters patent is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q., 1941, chapter 233).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
101 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Town of Saint-Eustache

Erratum

In the text of the letters patent dated June 6, 1962, concerning the above-mentioned town, published in the *Quebec Official Gazette*, No. 26, dated June 30, 1962, kindly read, on page 3518, « Section 1 of chapter 92 », instead of « Section 1 of chapter 22 ».

101

Ministère des Finances Assurances

Merchants Fire Assurance Corporation of New York

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « Merchants Fire Assurance Corporation of New York », dont le siège social est situé à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de « Wellington Fire Insurance Company », dont le siège social est situé à Toronto, Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 9 avril 1962;

Attendu que « Wellington Fire Insurance Company », est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Merchants Fire Assurance Corporation of New York », s'est conformée aux dispositions de l'article 103, de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le certificat d'enregistrement de « Merchants Fire Assurance Corporation of New York », est annulé à compter du 1er juillet 1962.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 juillet 1962.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*
Le Surintendant des assurances,

90-30-2-0

GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Department of Finance Insurance

Merchants Fire Assurance Corporation of New York

Notice of Cancellation of Registration

Whereas « Merchants Fire Assurance Corporation of New York », whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America has reinsured all its business in the Province of Quebec with « Wellington Fire Insurance Company » whose head office is situate in Toronto, Ontario, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 9 of April 1962;

Whereas « Wellington Fire Insurance Company » is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas « Merchants Fire Assurance Corporation of New York » have complied with the provisions of section 103, of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the certificate of registry of « Merchants Fire Assurance Corporation of New York » is cancelled as from the 1st of July 1962.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10 day of July 1962.

*For the Minister of Finance
of the Province,*
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,

90-30-2-0

Superintendent of Insurance.